

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Brussels, April 1979

REPORT ON THE MEASURES TO BE TAKEN TO PROMOTE PARTIAL OR TOTAL
INTEGRATION OF RAILWAY UNDERTAKINGS AT COMMUNITY LEVEL

In accordance with the provisions of the Council Decision of 20 May 1975 on the improvement of the situation of railway undertakings and the harmonisation of rules governing financial relations between such undertakings and States the Commission has just sent the Council a report on the objectives to be pursued in the long term and the measures to be taken to promote partial or total integration of railways undertakings at Community level.¹

Although the report does not pursue the idea of a single Community railway undertaking (total integration), the Commission does recommend forms of partial integration, i.e. it advocates the common management of certain activities which may help improve the competitiveness of the railway undertakings.

To this end, it is important to determine the areas where the railway undertakings have common interests and to ensure that the sacrifices which one network might possibly agree to were compensated by the other within the framework of prior agreements between the undertakings.

Study of the advantages and disadvantages of integration

In the Commission's view, it is too early to suggest any particular form of integration. It would be worthwhile, however, to carry out specific studies, as provided for in the report, which would highlight the advantages and disadvantages of partial integration to certain sectors.

The Commission - taking due account of the work carried out by the railway undertakings themselves - is considering three main studies of this kind:

- (i) inter-city passenger transport: a major effort must be made here to ensure that the railways provide fast, comfortable and economic inter-city passenger services within the Community.

The integration of certain railway resources in this field would enable the railways to offer more competition with private cars and with air transport.

The study will include motorail sleeper and motorail express services.

¹ COM(79)205 final

- (ii) Combined road and rail transport. This is likely to be a much-used form of goods transport in future. The development of this mode of transport requires the techniques associated with it and its commercial operation to be perfectly coordinated. The sharing of railway resources in this case as well would be a major asset in developing this transport technique at Community level;
- (iii) the carriage of new motor vehicles by means of special double-decker wagons.

Research

Other fields where Community studies and measures are already being carried out could also benefit from integration. These are:

- (i) infrastructure planning, which includes both the alteration of existing infrastructure, notably the elimination of bottlenecks, and the building of new infrastructures;
- (ii) research and development on new techniques.

The Commission is aware of the problems which might arise from the partial integration of some railway activities. For this reason it intends to carry out a complementary study which should make it easier to find solutions to general problems of a legal or economic nature.

The Commission takes the view that the report it has sent to the Council can help secure two fundamental objectives of the common transport policy, namely:

the creation of a Community transport system, and
the structural improvement of the financial position of the railway undertakings.

When the study phase is complete, the Commission will consider putting concrete proposals on further steps to be taken in this field to the Council by the end of 1985.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

avril 1979
NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

RAPPORT SUR LES MESURES A PRENDRE EN VUE DE PROMOUVOIR L'INTEGRATION PARTIELLE
OU TOTALE DES ENTREPRISES DE CHEMIN DE FER AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE

En accord avec les dispositions de la décision du Conseil du 20 mai 1975 relative à l'assainissement de la situation des entreprises de chemin de fer et à l'harmonisation des règles régissant les relations financières entre ces entreprises et les Etats, la Commission vient d'adresser au Conseil un rapport sur les objectifs à poursuivre à long terme et les mesures à prendre en vue de promouvoir l'intégration partielle ou totale des entreprises de chemin de fer au niveau de la Communauté.(1)

Le rapport ne poursuit pas l'idée d'une entreprise européenne de chemin de fer (intégration totale), par contre la Commission préconise l'idée de formules d'intégrations partielles, c'est-à-dire la gestion en commun de certaines activités, pouvant contribuer à l'amélioration de la compétitivité des entreprises de chemin de fer.

A cet effet il importe de rechercher les domaines relevant d'un "intérêt commun" entre les entreprises de chemin de fer et d'assurer que les sacrifices qui seraient éventuellement consentis par un réseau soient supportés par les autres réseaux participants dans le cadre d'accords préalablement conclus.

Etude des avantages et inconvénients

Il est trop tôt, de l'avis de la Commission, pour proposer telle ou telle intégration partielle. Par contre, il serait utile, ainsi que le prévoit le rapport, d'entreprendre des études spécifiques devant mettre en lumière les avantages et inconvénients de ces réalisations dans certains secteurs. La Commission tenant compte des travaux effectués par les chemins de fer eux-mêmes dans le cadre de la coopération prévoit trois études principales qui se verront assignées un tel but, à savoir :

- transport de voyageurs "intervilles" : un effort important doit être accompli pour que les chemins de fer puissent assurer dans les transports interurbains de voyageurs en Europe des services homogènes rapides confortables et économiques.

Une intégration de certaines ressources des chemins de fer dans ce domaine pourrait leur permettre de présenter une offre plus compétitive face à la voiture particulière et au transport aérien.

Cette étude serait étendue, le cas échéant, aux services auto-couchettes et auto-express.

- transports combinés rail-route : dans le domaine du transport de marchandises le ferroutage apparaît comme une solution d'avenir notamment pour le trafic international. Le développement de ce mode de transport nécessite cependant une parfaite coordination des efforts au plan des différentes techniques en présence et de l'exploitation commerciale. La mise en commun des ressources ferroviaires pourrait encore une fois constituer un avantage indéniable pour développer cette technique au niveau européen.
- les transports de véhicules automobiles neufs au moyen de wagons spécialisés à double plancher.

Infrastructure de la recherche

D'autres domaines qui font déjà l'objet d'études et d'actions communautaires pourraient également bénéficier de solutions intégrées, à savoir :

- la planification en matière d'infrastructure qui comprend tant l'aménagement des infrastructures existantes, notamment l'élimination des goulots d'étranglement, que la construction d'infrastructures nouvelles
- la recherche et développement de nouvelles techniques.

La Commission n'ignore pas les difficultés pouvant résulter de l'intégration partielle de certaines activités des chemins de fer. C'est pourquoi elle a l'intention d'effectuer une étude complémentaire qui devrait permettre de mieux dégager les solutions aux problèmes généraux d'ordre juridique et économique.

La Commission estime que le rapport qu'elle a adressé au Conseil peut contribuer à la réalisation des objectifs principaux de la politique commune des transports qui sont :

- la création d'un système communautaire de transport et
- l'assainissement structurel de la situation financière des chemins de fer.

Après la phase des études la Commission envisage d'adresser au Conseil vers 1985 des propositions concrètes en vue de la poursuite de l'action dans ce domaine.